

La Directrice Générale

**Décision de la Directrice Générale de la Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole
relative au retrait de l'agrément de *monsieur Alain GLEVAREC*
en qualité d'agent de contrôle.**

Par courrier en date *17 février 2024*, la Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole a été informée de la rupture du contrat de travail de *monsieur Alain GLEVAREC*, suite à son départ de la caisse de Mutualité Sociale Agricole *Midi-Pyrénées Sud* ;

Il ressort de ce courrier que *monsieur Alain GLEVAREC* a fait valoir ses droits à la retraite au 31 mars 2022.

Vu l'article 6 de l'arrêté du 4 février 2021 déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole, lequel prévoit que l'agrément est retiré, sur décision motivée du Directeur Général de la Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole, en cas de rupture du contrat de travail de l'agent, à l'exception des cas où cette rupture a été occasionnée par une mobilité au sein du réseau des organismes de la Mutualité Sociale Agricole en qualité d'agent de contrôle, et que la décision de retrait d'agrément est notifiée à l'agent concerné ainsi qu'à son employeur par tout moyen permettant d'en accuser réception ;

Il ressort des pièces du dossier que la rupture du contrat de travail de *monsieur Alain GLEVAREC* n'est pas occasionnée par une mobilité au sein du réseau des organismes de la Mutualité Sociale Agricole.

Dans ces conditions, la Directrice Générale de la Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole retire par la présente l'agrément de *monsieur Alain GLEVAREC* en qualité d'agent de contrôle. Dès lors, *monsieur Alain GLEVAREC* ne peut plus se prévaloir de cette ancienne qualité, au risque d'encourir les peines prévues à l'article L. 724-10 du code Rural et de la Pêche Maritime.

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de l'agriculture.

Ainsi décidé à Bobigny, le *17 décembre 2024*.

Anne-Laure TORRESIN
Directrice Générale

